

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.877/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 14 janvier 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 25 mars 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 32.877/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 14 januari 2002 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2001 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 25 maart 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

Les modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale étant, pour la plupart, similaires à celles apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, il est renvoyé aux observations formulées dans l'avis 32.861/4, donné ce jour.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 2

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 4 de l'avis 32.861/4.

Article 3

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 5 de l'avis 32.861/4.

Article 8

Il convient de s'assurer qu'une fois la modification proposée appliquée à la disposition en projet, la disposition ainsi modifiée garde sa cohérence formelle. Ainsi, la modification proposée de l'article 30, alinéa 3, (lire : alinéa 4) de l'arrêté du 19 juillet 2001 précité ne tient pas compte de la suppression de la majuscule du premier mot de cet alinéa. Aussi, mieux vaut rédiger l'article 8, 2°, du projet comme suit :

"2° à l'alinéa 4, les mots «Toutefois, lorsque» sont remplacés par le mot «Lorsque»."

.../...

Article 14

Cette disposition du projet remplace les articles 119 à 131 de l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 2001, précité, relatifs au mécanisme d'évaluation des agents.

Il est renvoyé sur ce point aux observations formulées sous l'article 25 de l'avis 32.861/4 comprenant les articles 114 à 126 en projet.

Article 15

Cette disposition du projet remplace les articles 137 à 140 de l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 2001, précité, relatifs à la procédure de recours en matière d'évaluation des agents.

Il est renvoyé sur ce point aux observations formulées sous l'article 27 de l'avis 32.861/4 comprenant les articles 132 à 135 en projet.

Article 16

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 28 de l'avis 32.861/4.

Article 17

Cette disposition du projet remplace les articles 143 à 152 de l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 2001, précité, qui ont trait à la mobilité interne.

Il est renvoyé sur ce point aux observations formulées sous l'article 29 de l'avis 32.861/4 comprenant les articles 138 à 148 en projet.

Article 21

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 44 de l'avis 32.861/4.

Article 24

Cette disposition du projet insère un article 325bis dans l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 2001, précité, concernant le recrutement de personnes handicapées.

Sur ce point, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 48 de l'avis 32.861/4.

Article 26

Cette disposition du projet insère de nouvelles dispositions relatives à la rémunération garantie (article 342bis en projet), à l'allocation de foyer ou de résidence (article 342ter en projet), au pécule de vacances (article 342quater en projet) et à l'allocation de fin d'année (article 342quinquies en projet).

Sur ces différents points, il est fait référence aux observations formulées sous l'article 52 de l'avis 32.861/4.

Article 30

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 58 de l'avis 32.861/4.

Article 32

Il est renvoyé aux observations formulées sous l'article 60 de l'avis 32.861/4.

Article 33

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 61 de l'avis 32.861/4.

Article 36

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 64 de l'avis 32.861/4.

Article 43

Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 72 de l'avis 32.861/4.

Article 44

Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 73 de l'avis 32.861/4.

OBSERVATIONS FINALES DE LEGISTIQUEObservations particulièresPréambule

1. A l'alinéa 6, il convient de mentionner la modification apportée à l'article 17 de l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale - (création de la Société régionale du port de Bruxelles), par l'ordonnance du 29 janvier 2001.

.../...

2. A l'alinéa 7, il n'y a pas lieu de mentionner l'article 35 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi.

3. A l'alinéa 8, il convient de mentionner toutes les modifications encore en vigueur apportées à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2001 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, c'est-à-dire les arrêtés modificatifs du 20 septembre 2001 et du 18 octobre 2001. L'arrêté modificatif du 19 juillet 2001 ne doit pas être mentionné vu qu'il a été abrogé implicitement par l'arrêté du 18 octobre 2001.

4. Comme la section de législation du Conseil d'Etat l'a déjà fait observer dans l'avis 30.491/4, donné le 25 avril 2001, sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté du 19 juillet 2001 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, l'attention des auteurs du projet est attirée sur le fait qu'en ce qui concerne les arrêtés royaux restés d'application aux membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, il n'y a pas lieu de prendre en considération les modifications apportées à ces arrêtés par le Roi à partir du 7 mars 1992 (date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, remplacé par l'arrêté royal du 22 décembre 2000), sauf dans l'hypothèse où de telles modifications ont été intégrées, par référence, dans les dispositions réglementaires adoptées entièrement par la Région de Bruxelles-Capitale. En effet, en vertu de l'article 4, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, de l'article 9 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et de l'article 64 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 précité, à cette date, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est devenu seul compétent pour modifier les dispositions statutaires applicables à ses agents ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voyez également l'avis 28.129/4, donné le 8 mars 1999, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Il convient d'en tenir compte aux alinéas 11 à 14 du projet, en omettant les références aux textes postérieurs à la date du 7 mars 1992.

La même observation vaut pour l'article 38 du projet (article 416, 39° à 42°, en projet).

5. Les alinéas 15, 16, 17, 19, 20 et 21 doivent être omis. En effet, les textes cités ne constituent le fondement légal d'aucune disposition de l'arrêté en projet qui ne modifie par ailleurs aucun de ces textes.

6. L'arrêté de l'Exécutif du 27 octobre 1992 portant des dispositions pécuniaires particulières pour le Ministère et certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, visé à l'alinéa 18 du projet, a été remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitements des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale. Ce dernier arrêté a été abrogé, à l'exception de ses annexes [lire l'annexe], par les arrêtés du 6 mai 1999 (pour le Ministère) et du 19 juillet 1994 (pour les organismes d'intérêt public), à l'exception des ses annexes.

L'alinéa 18 doit, dès lors, être remplacé par le texte suivant :

"Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitements des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du 22 octobre 1998, 6 mai 1999 et 19 juillet 2001;"

7. Seule la consultation du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi est obligatoire, et ce, en vertu de l'article 15 de l'arrêté royal du 16 novembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi.

.../...

Conformément à l'usage, il convient dès lors de ne citer, dans le préambule, que cette seule consultation. Les alinéas 26 et 27 du projet doivent, dès lors, être omis.

8. A l'alinéa 29, il convient de mentionner le numéro de l'avis du Conseil d'Etat comme suit:

"Vu l'avis 32.877/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Article 7

La modification proposée de l'article 28 en projet trouvera sa place sous l'article 5 du projet qui contient d'autres modifications de cet article 28.

Article 12

Mieux vaut rédiger le début de la disposition du projet comme suit :

"Art. 12. L'article 53 du même arrêté est remplacé comme suit :

«Art. 53. La décision (la suite comme au projet).»".

Article 14

1. Il convient de remplacer le mot "premier" par le chiffre romain "I^{er}".

La même observation vaut pour l'article 17 du projet.

2. Le mot "présent" doit être remplacé par le mot "même".

Article 15

Mieux vaut, rédiger plus simplement, la phrase liminaire de cet article du projet de la manière suivante, et omettre la mention de l'intitulé de la section 2 en projet :

"Art. 15. Les articles 137 à 140 du même arrêté sont remplacés comme suit :

«Art. 137. L'agent (la suite comme au projet).»".

Articles 23 et 24

Ces deux articles du projet n'en formeront qu'un seul dont la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art (...). Il est inséré, dans le même arrêté, un nouveau titre XII dans le livre I^{er}, rédigé comme suit :

«Titre XII. - De l'intégration des personnes handicapées

Art. 325bis. § 1^{er}. L'organisme (la suite comme au projet).»"

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les articles 29 et 30 du projet.

Article 25

Il convient d'indiquer, dans la phrase liminaire de l'article du projet, dans quelle subdivision de l'arrêté en projet ses auteurs souhaitent insérer l'article en projet.

Ainsi, il y a lieu de rédiger la phrase liminaire de cet article du projet comme suit :

"Art. (...) . Dans le livre II, titre I^{er}, chapitre I^{er} (ou chapitre II), du même arrêté, il est inséré un article 331bis rédigé comme suit :".

La même observation vaut mutatis mutandis pour l'article 41 du projet.

Article 28

Il convient d'écrire :

"Art. (...) . Dans l'article 360 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 18 octobre 2001, les mots (la suite comme au projet)".

Article 38

1. Il convient d'écrire :

"Art. (...) . A l'article 416, alinéa 1^{er}, du même arrêté, (la suite comme au projet)".

2. Cette disposition du projet modifie l'article 416 de l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 2001, précité, afin de compléter la liste des textes réglementaires à abroger.

Le 37° en projet est inutile dans la mesure où le 11° de l'article 416, précité, abroge déjà l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours à l'exception toutefois de l'article 13 et de l'annexe à laquelle il renvoie.

Il suffit dès lors de supprimer au 11°, les mots "à l'exception de l'article 13 et de l'annexe à laquelle il renvoie".

.../...

Article 39

1. Il convient d'écrire :

"Art. (...). A l'article 417, alinéa 1^{er}, du même arrêté, (la suite comme au projet)".

2. Le 27° en projet doit être remplacé comme suit :

"27° L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitements des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du 18 octobre 1998, du 6 mai 1999 et du 19 juillet 2001;"

Articles 41 et 42

L'arrêté du Gouvernement du 20 septembre 2001, modifiant l'arrêté du 19 juillet 2001 en projet, a déjà introduit dans cet arrêté un article 464bis. Il convient de modifier en conséquence la numérotation des deux articles en projet.

Signature

En vertu des articles 34, § 1^{er}, et 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ils ne peuvent donc ni proposer ni signer les arrêtés réglementaires.

Observation finale

Il convient d'écrire "euros" en toutes lettres, à la place d'"EUR".

Observations finales d'ordre linguistique

Du point de vue de la correction de la langue, le texte néerlandais du projet est de piètre qualité. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites ci-après quelques propositions de texte. Ainsi, il faudrait écrire :

Article 6 (article 29, alinéa 2, 5°, en projet)

"zij die geslaagd zijn voor het examen" au lieu de "zij die voldaan hebben aan het examen".

Article 12 (article 53, en projet)

"ontslag" au lieu de "afdanking", "geniet een" au lieu de "geniet van een" et "opzeggingstermijn" au lieu de "vooropzeg";

Article 25 (article 331bis, alinéa 2, en projet)

"blijven hun weddeschaal genieten" au lieu de "behouden het genot van hun weddeschaal";

VOORAFGAANDE OPMERKING

Doordat de wijzigingen die aangebracht worden in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2001 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het merendeel gelijkenissen vertonen met die welke aangebracht worden in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt verwezen naar de opmerkingen die gemaakt worden in advies 32.861/4, dat heden uitgebracht is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 2

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 4 in advies 32.861/4.

Artikel 3

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 5 in advies 32.861/4.

Artikel 8

Men dient er zich van te vergewissen dat, zodra de voorgestelde wijziging toegepast wordt op de ontworpen bepaling, de formele samenhang van de aldus gewijzigde bepaling behouden blijft. Aldus wordt in de voorgestelde wijziging van artikel 30, derde lid (lees : vierde lid), van het voormelde besluit van 19 juli 2001 geen rekening gehouden met het verdwijnen van de hoofdletter van het eerste woord van dat lid. Het is derhalve beter artikel 8, 2°, van het ontwerp als volgt te redigeren :

"2° in het vierde lid worden de woorden «Toutefois, lorsque» vervangen door het woord «Lorsque»."

.../...

Artikel 14

Deze bepaling van het ontwerp vervangt de artikelen 119 tot 131 van het voornoemde besluit van de Regering van 19 juli 2001, betreffende het evaluatiesysteem voor ambtenaren.

Wat dit betreft, wordt verwezen naar de opmerkingen in advies 32.861/4 betreffende artikel 25, dat de ontworpen artikelen 114 tot 126 omvat.

Artikel 15

Deze bepaling van het ontwerp vervangt de artikelen 137 tot 140 van het voormelde besluit van de Regering van 19 juli 2001, betreffende de beroepsprocedure aangaande de evaluatie van ambtenaren.

Wat dit betreft, wordt verwezen naar de opmerkingen in advies 32.861/4 betreffende artikel 27, dat de ontworpen artikelen 132 tot 135 omvat.

Artikel 16

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 28 in advies 32.861/4.

Artikel 17

Deze bepaling van het ontwerp vervangt de artikelen 143 tot 152 van het voormelde besluit van de Regering van 19 juli 2001, die betrekking hebben op de interne mobiliteit.

Wat dit betreft, wordt verwezen naar de opmerkingen in advies 32.861/4 betreffende artikel 29, dat de ontworpen artikelen 138 tot 148 omvat.

Artikel 21

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 44 in advies 32.861/4.

Artikel 24

Door middel van deze bepaling van het ontwerp wordt een artikel 325bis ingevoegd in het voormelde besluit van de Regering van 19 juli 2001, betreffende de aanwerving van personen met een handicap.

Wat dit betreft, wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 48 in advies 32.861/4.

Artikel 26

Deze bepaling van het ontwerp voegt nieuwe bepalingen in betreffende de gewaarborgde bezoldiging (ontworpen artikel 342bis), de haard- of standplaatstoelage (ontworpen artikel 342ter), het vakantiegeld (ontworpen artikel 342quater) en de eindejaarstoelage (ontworpen artikel 342quinquies).

Wat deze verschillende punten betreft, wordt verwezen naar de opmerkingen bij artikel 52 in advies 32.861/4.

Artikel 30

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 58 in advies 32.861/4.

Artikel 32

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 60 in advies 32.861/4.

Artikel 33

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 61 in advies 32.861/4.

Artikel 36

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 64 in advies 32.861/4.

Artikel 43

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 72 in advies 32.861/4.

Artikel 44

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 73 in advies 32.861/4.

SLOTOPMERKINGEN VAN WETGEVINGSTECHNISCHE AARD

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het zesde lid dient de wijziging te worden vermeld die bij de ordonnantie van 29 januari 2001 aangebracht is in artikel 17 van de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (oprichting van de gewestelijke vennootschap van de haven van Brussel).

2. In het zevende lid is er geen reden om te verwijzen naar artikel 35 van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

3. In het achtste lid dienen alle nog van kracht zijnde wijzigingen te worden vermeld die aangebracht zijn in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2001 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, namelijk de wijzigingsbesluiten van 20 september 2001 en 18 oktober 2001. Het wijzigingsbesluit van 19 juli 2001 moet niet worden vermeld, aangezien het impliciet opgeheven is bij het besluit van 18 oktober 2001.

4. Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds heeft opgemerkt in advies 30.491/4, gegeven op 25 april 2001 over een ontwerp van besluit dat geleid heeft tot het besluit van 19 juli 2001 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt de aandacht van de stellers van het ontwerp erop gevestigd dat wat betreft de koninklijke besluiten die van toepassing gebleven zijn op de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, er geen rekening dient te worden gehouden met de wijzigingen die de Koning in die besluiten heeft aangebracht vanaf 7 maart 1992 (de datum van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 december 2000), behalve indien zulke wijzigingen door verwijzing opgenomen zijn in de verordeningsbepalingen die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in hun geheel heeft aangenomen. Krachtens artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 9 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en artikel 64 van het voormelde koninklijk besluit van 26 september 1994 is de Brusselse Hoofdstedelijke Regering immers op die datum alleen bevoegd geworden om de rechtspositionele bepalingen te wijzigen die op de personeelsleden van het Gewest van toepassing zijn ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Zie eveneens advies 28.129/4, gegeven op 8 maart 1999 door de afdeling wetgeving van de Raad van State over een ontwerp van besluit dat het besluit van 6 mei 1999 geworden is houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Hierop dient acht te worden geslagen in het elfde tot veertiende lid van het ontwerp, door de verwijzingen naar de regelingen van na 7 maart 1992 te laten vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 38 van het ontwerp (ontworpen artikel 416, 39° tot 42°).

5. Het vijftiende, zestiende, zeventiende, negentiende, twintigste en eenentwintigste lid dienen te vervallen. De regelingen waarnaar verwezen wordt vormen immers niet de rechtsgrond van welke bepaling ook van het ontworpen besluit, dat overigens geen enkele van die regelingen wijzigt.

6. Het besluit van de Executieve van 27 oktober 1992 houdende bijzondere bezoldigingsbepalingen voor het Ministerie en sommige instellingen van openbaar nut van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, waarnaar verwezen wordt in het achttiende lid van het ontwerp, is vervangen bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dat laatste besluit is opgeheven, met uitzondering van de bijlagen ervan (lees de bijlage), bij de besluiten van 6 mei 1999 (voor het Ministerie) en van 19 juli 1994 (voor de instellingen van openbaar nut), met uitzondering van de bijlagen ervan.

Het achttiende lid dient bijgevolg te worden vervangen door de volgende tekst :

"Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 22 oktober 1998, 6 mei 1999 en 19 juli 2001;".

7. Alleen het advies van het beheerscomité van de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling moet worden ingewonnen, krachtens artikel 15 van het koninklijk besluit van 16 november 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

Overeenkomstig het gebruik dient in de aanhef derhalve alleen naar dat advies te worden verwezen. Het zesentwintigste en zevenentwintigste lid van het ontwerp moeten bijgevolg vervallen.

8. In het negenentwintigste lid dient het nummer van het advies van de Raad van State als volgt te worden vermeld :

"Gelet op advies 32.877/4 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Dispositief

Artikel 7

De voorgestelde wijziging van het ontworpen artikel 28 hoort thuis in artikel 5 van het ontwerp, dat andere wijzigingen van dat artikel 28 omvat.

Artikel 12

Het is beter de inleidende zin van de Franse tekst van deze bepaling van het ontwerp als volgt te stellen :

"Art. 12. L'article 53 du même arrêté est remplacé comme suit :

«Art. 53. La décision (voorts zoals in het ontwerp).»".

Artikel 14

1. In de Franse tekst dient het woord "premier" te worden vervangen door het Romeinse cijfer "I^{er}".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 17 van het ontwerp.

2. Het woord "dit" moet worden vervangen door het woord "hetzelfde".

Artikel 15

Om het artikel eenvoudiger te redigeren, is het beter de inleidende zin ervan en de vermelding van het opschrift van de ontworpen afdeling 2 te laten vervallen :

"Art. 15. De artikelen 137 tot 140 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

«Art. 137. De ambtenaar (voorts zoals in het ontwerp).»".

Artikelen 23 en 24

Van deze twee artikelen van het ontwerp moet er één gemaakt worden, waarvan de inleidende zin dient te luiden als volgt :

"Art. (...). In hetzelfde besluit wordt een nieuwe titel XII ingevoegd in boek I, luidende :

«Titel XII. - De inschakeling van personen met een handicap

Art. 325bis. § 1. De instelling (voorts zoals in het ontwerp).»".

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de artikelen 29 en 30 van het ontwerp.

Artikel 25

In de inleidende zin van dit artikel van het ontwerp dient te worden aangegeven in welke onderverdeling van het ontworpen besluit de stellers ervan het ontworpen artikel wensen in te voegen.

Zo dient de inleidende zin van dit artikel van het ontwerp als volgt te worden gesteld :

"Art. (...). In boek II, titel I, hoofdstuk I (of hoofdstuk II), van hetzelfde besluit wordt een artikel 331bis ingevoegd, luidende :".

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 41 van het ontwerp.

Artikel 28

Er behoort te worden geschreven :

"Art. (...). In artikel 360 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 18 oktober 2001, worden de woorden «gevaarlijk, ongezond of hinderlijk werk» vervangen door de woorden «ongezond, hinderlijk of lastig werk of werk dat een gevoel van onveiligheid, vrees en onzekerheid oproept ... (voorts zoals in het ontwerp)»."

Artikel 38

1. Er dient te worden geschreven :

"Art. (...). Artikel 416, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Deze bepaling van het ontwerp wijzigt artikel 416 van het voornoemde besluit van de Regering van 19 juli 2001, om de lijst van op te heffen regelgeving aan te vullen.

Het ontworpen onderdeel 37° is overbodig, in zoverre onderdeel 11° van het voormelde artikel 416 reeds het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten opheft, met uitzondering evenwel van artikel 13 en de bijlage waarnaar het verwijst.

.../...

Het volstaat derhalve om in onderdeel 11° de woorden "met uitzondering van artikel 13 en de bijlage waarnaar het verwijst" te schrappen.

Artikel 39

1. Er dient te worden geschreven :

"Art. (...). Artikel 417, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Het ontworpen onderdeel 27° dient te worden vervangen als volgt :

"27° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 18 oktober 1998, 6 mei 1999 en 19 juli 2001;"

Artikelen 41 en 42

Het besluit van de Regering van 20 september 2001 tot wijziging van het ontworpen besluit van 19 juli 2001, heeft in dat besluit reeds een artikel 464bis ingevoegd. De twee ontworpen artikelen dienen overeenkomstig te worden vernummerd.

Ondertekeningsformulier

Krachtens de artikelen 34, § 1, en 41, § 2, van de bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse instellingen maken de gewestelijke staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en kunnen ze dus geen reglementaire besluiten voordragen en ondertekenen.

.../...

Slotopmerking

Men schrijve "euro" voluit, in plaats van "EUR".

Slotopmerkingen van taalkundige aard

Uit een oogpunt van correct taalgebruik is de Nederlandse tekst van het ontwerp ondermaats. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden hierna, bij wijze van voorbeeld, enige tekstvoorstellen gedaan. Zo schrijve men in :

Artikel 6 (ontworpen artikel 29, tweede lid, 5°)

"zij die geslaagd zijn voor het examen" in plaats van "zij die voldaan hebben aan het examen";

Artikel 12 (ontworpen artikel 53)

"ontslag" in plaats van "afdanking", "geniet een" in plaats van "geniet van een" en "opzeggingstermijn" in plaats van "vooropzeg";

Artikel 25 (ontworpen artikel 331bis, tweede lid)

"blijven hun weddeschaal genieten" in plaats van "behouden het genot van hun weddeschaal".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. JANS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS